

Zeitschrift:	Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band:	50 (2000)
Heft:	4: 50 Jahre SZG = 50 ans RSH
Artikel:	La revue d'histoire en Suisse : expression d'un lieu ou produit sans histoire?
Autor:	Arlettaz, Gérald
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-81288

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La revue d'histoire en Suisse

Expression d'un lieu ou produit sans histoire?

Gérald Arlettaz

Zusammenfassung

Die historischen Zeitschriften und mit ihnen vielleicht auch andere Zeitschriften der Geistes- und Kulturwissenschaft sehen sich unabhängig von ihrer Trägerschaft und ihrer Zielsetzung heute zahlreichen Schwierigkeiten ausgesetzt. Haben sie noch die Mittel ihrer Ambitionen? Selbst wenn die Vorhaben bescheiden sind, benötigen sie Autoren, eine Leserschaft und Geld. Unabhängig von dieser Herausforderung erachtet es der Autor als notwendig, dass die Zukunft der Zeitschriften auf ihrer Selbständigkeit und auf einer kritischen Sicht der Geschichte gründet. Im Idealfall sollte diese Sicht die grösstmögliche Unabhängigkeit von korporativen Tendenzen und von sozialem sowie wirtschaftlichem Gewinnstreben gewährleisten. Die Zeitschrift des Schweizerischen Bundesarchivs, «Studien und Quellen», inspiriert sich an dieser Grundhaltung, auch wenn sie nicht behauptet, diese zu verkörpern. Der Autor des Artikels ist der Redaktor dieser Zeitschrift.

I. Les revues d'histoire dans l'espace public

Sans entrer dans un exposé sur la philosophie de l'histoire, ni sur les fondements de la conservation des témoignages, de leur transmission et de leur analyse, il paraît nécessaire, pour s'interroger sur l'avenir de la revue d'histoire en Suisse, d'en fixer sommairement le développement de quelques caractéristiques.

Au XIX^e siècle, souvent issus des milieux savants regroupés dans les Sociétés d'utilité publique¹, les fondateurs des revues d'histoire sont ani-

¹ Voir Gilbert Coutaz, en collaboration avec Jean-Daniel Morerod: «Les débuts de la Société d'Histoire de la Suisse romande (1837–1855): contribution à l'historiographie du Canton de Vaud», in *Equinoxe*, Revue romande de sciences humaines, N° 10, automne 1993, pp. 23–43. De manière plus générale, sur l'utilité des sociétés d'histoire, voir ce numéro, en particulier pp. 177–182.

més de la vision républicaine incarnée par le concept d'«esprit public»². Ce dont il est question, c'est de former une conscience civique, au moyen de l'éducation nationale, du développement des connaissances utiles, morales et patriotiques, nécessaires à la construction de l'avenir. Dans cette perspective, l'histoire occupe naturellement une place centrale.

Cependant, assez rapidement, et de façon durable tout au long des XIX^e et XX^e siècles, les historiens et leurs revues vont s'emparer des documents écrits dont ils multiplient les éditions, qui deviennent de plus en plus critiques quant au développement de l'appareil académique et de moins en moins perspicaces quant à l'explication et à la compréhension de l'objet étudié. Que cherchent ces érudits? Des quantités de faits nécessaires à l'établissement d'une reconstruction événementielle du passé; une vision des origines, dont une analyse de contenu révélerait peut-être les préjugés ethniques³, et une valorisation souvent extrême du lieu. Généralement dénuée d'interrogation sur la société et ses composantes, cette histoire, souvent très conservatrice, a néanmoins le mérite d'épouser certains des traits dominants du paysage historico-culturel du pays. Encore aujourd'hui, il resterait à en faire l'inventaire, ne serait-ce que pour mettre en évidence les incidences politiques et culturelles de certaines revues inspirées d'une démarche où la positivité ne le cède qu'à la célébration des valeurs communautaires. Bien qu'encore pratiquée sous des formes diversifiées, mais toujours dans un esprit respectueux des normes propres à l'immanence élitaire, ce type d'histoire ne semble plus répondre aux besoins et aux sensibilités de notre époque.

De fait, depuis un siècle dans l'écriture des sciences humaines en général, et depuis une génération au moins dans celle de l'histoire en Suisse, les principes de la connaissance se sont complètement transformés. Interdisciplinarité, grille de questionnement, nouvelles interrogations, analyses des «choix faits»⁴, «espaces de lecture et de débats», sont quelques-unes des expressions traduisant une nouvelle direction du regard que l'on retrouve dans les objectifs exprimés par les revues qui ont contribué à modifier l'approche de l'historien suisse, à partir des années 1970⁵. Parallèlement, «nouveaux problèmes», «nouvelles approches», et

2 Voir Gérald Arlettaz: *Libéralisme et Société dans le Canton de Vaud 1814–1845*, Lausanne/Fribourg, 1980, en particulier pp. 228ss.

3 Pour un exemple parmi beaucoup d'autres, voir Coutaz, *op. cit.*, p. 29.

4 Selon la formule de Georges Gurvitch.

5 Parmi ces publications, il convient de mentionner *Société et Culture du Valais contemporain*, publié par le Groupe valaisan de sciences humaines, à partir de 1974 (il s'agit d'une série, non d'une revue). *Equinoxe*, revue romande de sciences humaines, publié par Arches, dès 1989.

«nouveaux objets»⁶ de l'histoire s'exposent et se diversifient dans un besoin de relecture où le passé n'apparaît plus comme une légitimation indiscutable de l'ordre, mais au contraire comme l'objet d'un dialogue devenu inachevé par le renouvellement perpétuel des champs de recherche, des locuteurs et de leurs sensibilités. Dès lors, jusqu'à ce jour, la multiplicité des savoirs et peut-être son éclatement en spécialisations et problématiques ont pris l'allure d'un univers en expansion.

Or, chemin faisant, à partir du début des années 1990 surtout, l'historien en quête d'existence allait se trouver confronté à l'émergence d'une technologie de plus en plus performante, l'informatique. A l'outil primitif servant à l'indexage et à la quantification, devait bientôt se substituer un instrument susceptible de révolutionner les méthodes de travail, les modes de gestion et de diffusion, voire de création des fondements de la connaissance. De ce fait, après le temps de l'esprit public et celui de la positivité scientiste, l'histoire, déjà entrée dans l'ère de l'interrogation, est désormais inscrite également dans celle de l'information et de la communication.

Dans le bouleversement de l'«espace public»⁷ qu'elle entraîne, cette nouvelle dimension contribue à la redéfinition et à la valorisation du rôle des Archives, des bibliothèques et des centres de documentation, c'est-à-dire des lieux dont la mission première consiste à gérer l'information, désormais promue du rang d'auxiliaire à celui de fondement de la connaissance⁸.

L'information est-elle la connaissance? L'histoire se limiterait-t-elle à l'exploitation de l'information documentaire et, de ce fait, les revues n'auraient-elles pour mission que de transmettre les résultats de cette exploitation? Un tel constat se révélerait pour le moins excessif. Pourtant, même si l'histoire problématique nous a appris que l'information ne se réduit pas à l'événement, il est indispensable de poursuivre la réflexion sur la dimension existentielle de l'écriture, dans la mesure où l'historien est aussi un écrivain qui exprime sa vision du monde par une reconstruction de l'objet. C'est là probablement un enjeu majeur du champ intellectuel du XXI^e siècle.

Traverse, Revue d'Histoire, Chronos, dès 1994. Cette sélection n'est évidemment pas exhaustive.

6 Pour reprendre les sous-titres des trois volumes de l'ouvrage *Faire de l'histoire*, sous la direction de Jacques Le Goff et Pierre Nora, Paris, Gallimard, 1974.

7 Au sens où l'entend Jürgen Habermas (*L'espace public*, Paris, Payot, 1978. Première édition allemande en 1962).

8 Sur cette révolution, en cours dans le monde des Archives, des bibliothèques et des centres de documentation, ainsi que sur le discours très engagé de ceux qui animent cette révolution, voir notamment *Arbido*, revue mensuelle des trois associations.

Quoi qu'il en soit de la genèse créatrice des philosophies de l'histoire, de leur mode d'appréhension et de diffusion, celles-ci s'incarnent toutes dans des vecteurs, notamment les revues, qui sont l'expression de lieux. C'est dire que l'histoire et ses revues sont situées dans le temps, dans l'espace et dans la société.

Les témoins savants et méritants de l'élite libérale et leurs successeurs positivistes défenseurs de l'ordre que cette élite avait créé ont été les fondateurs de nombreuses revues, notamment au niveau cantonal, voire régional. Ils ont émis des objectifs conformes à leurs intentions et des règlements d'organisation. En revanche, suivant en cela l'esprit libéral, ils n'ont guère codifié de normes, du moins statutaires, le bien public étant quasiment le seul critère.

Plus tard, la diversification des interrogations s'est trouvée à l'origine d'associations à caractère thématique, de lieux de discussion, de forums etc. Parallèlement, les institutions, tels Archives, musées et bibliothèques, ont également créé des revues professionnelles, parfois ouvertes sur le débat historique⁹.

Quel est donc le rôle de l'Université? Il existe certes des revues purement universitaires, comme *Les Annuelles*¹⁰. Cependant, le rôle de l'Université est pluriel et protéiforme. Ses représentants animent les principales sociétés savantes, comme la *Société Générale Suisse d'Histoire*. L'Université est au centre du système de recherche. Elle forme les historiens et définit les pratiques scientifiques. Elle est installée en référence normative de la production historique. A-t-elle en plus la tentation de régir le statut de l'histoire, voire son rapport à la société?¹¹ Ce sont là de graves questions dont la production intellectuelle dans ses choix et dans son rôle communicationnel ne peut s'abstraire.

II. Un avenir en crise?

Quel que soit le lieu dont elles émanent et leurs objectifs rédactionnels, les revues d'histoire, et probablement celles issues d'autres sciences humaines, connaissent aujourd'hui de nombreuses difficultés. Ont-elles encore les moyens de leur politique? Même si les prétentions des revues suisses restent modestes, il leur faut des auteurs, un public et de l'argent.

9 Voir ci-dessous, l'exemple d'*Etudes et Sources*, la revue des Archives fédérales suisses.

10 Histoire et Société contemporaines, éditions Antipodes, Lausanne, collection dirigée par Hans Ulrich Jost, depuis 1983.

11 La littérature sur ces questions est relativement abondante. Nous renvoyons en particulier aux travaux de Michel de Certeau, de Pierre Bourdieu et de Gérard Noiriel.

Les auteurs sont-ils assez nombreux et diversifiés? Confrontés à l'élaboration de numéros souvent thématiques, les rédacteurs éprouvent des difficultés de recrutement et, disons-le, de disponibilité, dans le respect des délais notamment. En revanche, certains historiens déplorent l'insuffisance des moyens d'expression et des canaux de diffusion. La contradiction entre ces deux appréciations n'est qu'apparente: les lieux du débat ne sont assurément pas nombreux, les interlocuteurs non plus.

Une conception de la production liée à l'Université insiste sur l'existence d'une nécessité qui exige des auteurs une multiplication des publications. Si cette exigence est l'expression d'un besoin de qualité, à l'origine d'une capacité d'exposition et d'analyse de l'objet d'étude, elle est alors l'auxiliaire d'une politique rédactionnelle en mesure d'offrir aux lecteurs un produit de valeur. Pourtant, cette nécessité n'est parfois que la traduction d'un combat non pas pour l'histoire mais pour la promotion sociale de l'auteur et de ses mandants. Dans cette perspective, elle peut engendrer une répétition d'écrits plus ou moins identiques n'apportant guère d'affinements ni à l'explication de l'objet, ni à l'interprétation des sens. La rigueur intellectuelle et le respect du public devraient conduire à une grande réserve quant à la publication de tels articles.

A un autre niveau, l'intérêt des médias pour l'histoire, s'est considérablement développé depuis un certain nombre d'années. Cet intérêt s'est porté tout naturellement sur des faits, des documents et des interprétations d'ampleur émotionnelle exploitable et donc lisibles par le grand public. L'engagement des médias s'est révélé particulièrement évident dans le cas de l'institutionnalisation d'un champ d'opinion, comme cela s'est produit pour la Deuxième Guerre mondiale. Il a pu conduire chez certains historiens à un nouveau besoin social, celui du vedettariat. A l'évidence, ce phénomène peut servir les revues, comme il sert également l'Université et les Archives. Il est donc très valorisé. En particulier, ce service engendre un public. Pourtant, là aussi la rigueur scientifique impose des précautions; sur le long terme, les institutions n'ont pas intérêt à ériger le taux de diffusion, de fréquentation ou de lecture comme critère de référence au même titre que l'audimat à la télévision¹². Les conséquences culturelles et scientifiques d'une telle démarche pourraient coûter cher à l'outillage mental des sociétés futures.

12 Sur la logique «commerciale», en particulier sur l'audimat, «poursuite du profit maximum à court terme», dans le domaine de l'audio-visuel, voir l'article de Pierre Bourdieu, «Questions aux vrais maîtres du monde», in *Le Monde*, 23 octobre 1999. La diffusion de l'histoire n'est pas encore confrontée à des critères définis par les «vrais maîtres du monde». Il n'en demeure pas moins que «la poursuite du profit maximum» est une réalité économique et peut-être surtout sociale en expansion constante.

Quid du public en cette occurrence ? Ne disposant guère de données, si ce n'est sur la diffusion assez limitée des revues – de quelques centaines à deux ou trois milliers d'exemplaires dans le meilleur des cas – n'étant pas en mesure d'apprécier les attentes immédiates et encore moins potentielles de ce public, j'ai préféré porter mes réflexions sur l'offre et sur sa fonction dans l'espace public.

Il est certain que cette offre a besoin d'argent pour assurer l'élaboration du produit et pour le diffuser. Dans la mesure où l'argent du lecteur ne suffit pas, il faut forcément avoir recours aux pouvoirs publics, voire aux privés. A cet égard, est-il permis de souhaiter une plus large concertation entre les instances décisionnelles et les historiens (rédacteurs et auteurs) afin de définir des objectifs, des moyens, voire des investissements qui seraient fondés sur les interrogations propres à notre science dans la société ? Il serait en effet souhaitable que la détermination des choix intellectuels ne soit pas uniquement l'émanation de stratégies institutionnelles et/ou académiques, parfois dictées par des finalités de circonstance.

En définitive, à mon sens, la production en histoire et en sciences humaines ne peut pas se limiter aux seules logiques institutionnelles, sociales et économiques. Il va certes de soi que ces logiques s'imposent ; elles assurent la fabrication des produits, voire la vie matérielle de leurs auteurs. Les logiques de stratégie élaborent les projets, permettent d'approfondir les connaissances, de les analyser et de les diffuser. Elles paraissent particulièrement bien adaptées à la société d'information dont le mode d'expression privilégié ne sera peut-être plus la revue. Pourtant, seuls les auteurs, dans leur personnalité individuelle ou collective, sont capables d'exprimer, au-delà de ces processus, l'éventuelle dimension philosophique et interrogative transmise par l'écriture¹³. Même dans notre univers hiérarchique et informatisé, l'homme reste la mesure de l'histoire.

III. Un avenir critique ?

Dans cette société chargée d'inquiétudes et d'interrogations sur les sens, voire sur l'existence de l'«avenir»¹⁴ en tant que dimension culturelle et mentale, l'histoire est-elle victime d'éclatements, de fractionnements, voire d'illisibilité ?

13 Le mot «écriture» est pris dans son sens intellectuel, sans préjuger du vecteur.

14 Cette interrogation pose la question de l'achèvement de l'ère des Lumières et plus largement de ce que Pierre-André Taguieff appelle l'«éclipse du pourquoi» (voir *L'effacement de l'avenir*, Paris, Galilée, 2000).

De manière générale, si l'espace public s'est chargé de références au point d'en devenir opaque, la multiplication toute relative des revues et plus généralement de la production en histoire ne paraît pas de nature à légitimer une telle crainte. A certains égards, cette diversification semble plutôt être le témoignage de l'aventure intellectuelle d'institutions et de groupes exprimant leurs visions et leurs approches. Dans cette perspective, la pluralité des revues servirait même à «garantir le caractère démocratique de la transmission du savoir»¹⁵. Ces revues peuvent-elles dès lors définir et approfondir une spécificité? Apparemment oui, dans la mesure où elles se perçoivent en lieux d'expression, situés socialement dans un champ intellectuel. Il est évident que cette spécificité n'empêche pas une certaine redondance, en particulier dans les domaines institutionnalisés, mais, avec la rigueur nécessaire, elle peut tendre à la complémentarité, donc à une participation à la construction des sens possibles.

Un éventuel éclatement de l'histoire pourrait trouver ses origines dans d'autres causes, en particulier dans le développement d'une culture de type encyclopédique et néo-scientiste liée au développement de l'information. Contrairement à un discours dominant, il n'apparaît pas certain que la progression des sciences et des techniques de l'information soit en elle-même créatrice de sens. Ces sciences développent évidemment les connaissances à un rythme fulgurant; cependant, l'intégration des savoirs dans les consciences collectives et individuelles est le résultat d'une construction permanente qui n'élimine jamais complètement le recours au doute. Il faut donc revenir à l'auteur individuel et à son support en tant que locuteurs. Cependant, leur capacité spécifique d'expression impose une nécessité critique de distance à l'égard du lieu social et de ces logiques sous peine d'aliénation, à l'égard également de l'objet historique étudié sous peine d'aveuglement.

En définitive, information, pluralité des lieux et distance critique sont trois dimensions indispensables à la construction et à la diffusion de l'histoire. Si le champ des rapports sociaux permet à chacune de ces dimensions d'exercer son rôle sans chercher à déterminer celui des autres, il n'est alors aucune raison de redouter une dissolution de l'avenir. Au contraire, une éventuelle normalisation de la production dans des processus formels issus de statuts corporatifs ou de milieux axés sur la rentabilité risquerait d'entraîner un appauvrissement de la pensée. En revanche, un éventuel éclatement des connaissances pourrait, paradoxalement, se révéler fondateur de projets rassembleurs, si la volonté

15 «Editorial», in *traverse*, Revue d'Histoire, 1994/1, p. 7.

et la capacité de réunir les protagonistes d'une écriture constructive et explicative de l'histoire s'affirment sur une base démocratique. Dans de tels projets, les revues dites généralistes ont un rôle important.

IV. *Etudes et Sources*, expression d'un lieu et lieu d'expression

Fondée en 1975, *Etudes et Sources* est la revue des Archives fédérales suisses, donc d'une institution fédérale. Publication annuelle, dont la livraison comporte de 350 à 400 pages, elle se situe à sa manière dans le champ de la production helvétique de l'histoire en revues et présente, de ce fait, quelque valeur de référence.

La base légale d'*Etudes et Sources* repose sur la Loi fédérale sur l'archivage du 26 juin 1998, selon laquelle les Archives fédérales veillent à ce que les archives «soient mises en valeur et communiquées et elles participent à leur exploitation»¹⁶. De fait, dès l'origine, *Etudes et Sources* s'est donné comme mission «de faire mieux connaître la documentation conservée aux Archives fédérales et, dans la mesure du possible, de mettre en évidence la contribution qu'elle peut apporter à la recherche historique»¹⁷. Au cours des années, cette mission s'est développée autour de quatre axes de réflexion: renforcer les liens avec les chercheurs; susciter des études historiques originales; établir un forum scientifique sur la Suisse des XIX^e et XX^e siècles et intensifier le dialogue entre histoire et archives¹⁸. *Etudes et Sources* est donc en premier lieu une revue d'histoire qui, toutefois, publie également des articles de nature archivistique (à ce jour 14% des titres).

Par nature, *Etudes et Sources* émane d'un lieu de production assez particulier. La revue est à la jonction de trois systèmes de références définis par l'Etat¹⁹, à la fois décideur et producteur des documents, par l'institution des Archives dépositaire de la mission de mémoire et agent de la connaissance et par le milieu des historiens qui représentent la majorité du public et qui sont également les interlocuteurs dans la définition des champs d'exploitation.

De ce fait, la parution de la revue en 1975 s'est inscrite dans le contexte problématique de la réflexion sur l'histoire évoquée ci-dessus

16 *Recueil systématique du droit fédéral*, 152.1, article 17, § 3.

17 *Etudes et Sources*, 1975, N° 1, p. 6.

18 A cet égard, un numéro sur le thème *Les Archives et l'écriture de l'histoire* est prévu pour 2001. A l'aide d'historiens et d'archivistes suisses et étrangers, il devrait notamment permettre d'approfondir certaines réflexions abordées dans cet article.

19 Le rôle de l'Etat en tant que détenteur du pouvoir est ici assez complexe. Pour l'apprécier, il faudrait le comparer à celui d'autres lieux sociaux dans leur fonction normative et reproductive (voir Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron: *La reproduction. Eléments pour une théorie du système d'enseignement*, Paris, Editions de Minuit, 1970).

et a représenté un tournant majeur dans l'interprétation du sens que les Archives fédérales se donnaient de leur rôle scientifique. Alors qu'avant cette date, l'institution s'était limitée à la publication d'instruments de travail sur la période antérieure à 1848, avec *Etudes et Sources*, les Archives fédérales adoptaient une politique active d'information et d'interrogation sur l'histoire contemporaine. Cette politique s'est poursuivie et diversifiée depuis lors par l'édition de nouvelles publications, dont la série *Inventaires* dès 1977 et la série *Dossier* à partir de 1996²⁰.

Expression d'un lieu, *Etudes et Sources* a fait appel à des méthodes et à des pratiques de production qui se sont partiellement modifiées. Dans un premier temps, la revue a associé des thèmes d'une recherche détaillée (Guisan, Pilet-Golaz) à d'autres analyses à éventail plus large se présentant comme des guides raisonnés et problématiques. Associant état des sources et grille de questionnements, ces études ont largement cherché à créer des ouvertures sur de nouveaux champs de recherche (finances, émigration, immigration) ou sur des périodes historiques (Médiation, Guerre froide). Cette phase pionnière a correspondu au temps des archivistes-historiens qui assuraient la plus grande partie de la production de la revue²¹ et qui lui ont donné son originalité et sa légitimité.

Par la suite, l'évolution globale des Archives et le manque de personnel ont conduit à une nécessité d'ouverture qui a quelque peu modifié le profil des auteurs et celui du contenu des articles. Depuis 1993, la revue a opté pour un profil à dominante thématique (aide au développement, réfugiés, armement, finances, etc.) faisant appel à des spécialistes travaillant sur les Archives fédérales, mais aussi sur d'autres sources. La question du recrutement des auteurs et, d'une manière plus générale, celle de la politique d'édition dans l'intégration des activités scientifiques propres aux Archives fédérales et, plus largement à l'ensemble de l'histoire en Suisse, restent posées. A cet égard, un concept général des Archives fédérales souligne une volonté de complémentarité des productions de l'institution autour des lignes de force dessinées par l'Etat national dans ses relations spatiales, sociales et économiques, ainsi que dans sa fonction de communication.

Financée par le budget de l'institution, *Etudes et Sources* est publiée à 1500 exemplaires. En collaboration avec les éditions Haupt, les

20 Avec *Etudes et Sources* et *Dossier* les Archives fédérales disposent de deux publications régulières aux objectifs complémentaires. «Avec *Dossier*, fondé sur des thèmes spécifiques, nous voulons publier des écrits ayant trait à des expositions, à des éditions de sources consacrées à des thèmes actuels ou également à des commentaires historiques de mise en valeur de sources» (*Dossier*, N° 1, 1996, p. 8).

21 Avec l'appui d'un certain nombre d'historiens de l'extérieur, dont les collaborateurs travaillant à l'édition des *Documents diplomatiques suisses*.

Archives associent une diffusion de type associatif à un service public en faveur des institutions scientifiques. Là comme ailleurs, si la nécessité promotionnelle exerce sa pression, elle doit rester contenue par la qualité nécessaire à un produit scientifique. La question d'*Internet* est probablement au centre de cette nécessité. Pour l'instant, ce moyen sert à la diffusion des tables des matières de la revue²² et sous peu des résumés. Son développement est inéluctable et pourrait impliquer une collaboration avec d'autres revues sur la base, cela va de soi, du respect de la spécificité de chaque partenaire. Enfin, *Etudes et Sources*, revue nationale, publie ses articles en allemand, en français ou en italien, avec des résumés. Si la revue n'a pas encore publié en anglais, ce n'est pas par principe de refus. En revanche, il n'y a aucune raison d'adopter cette langue au détriment des autres dans la mesure où la revue se veut le produit d'un lieu spécifique dans sa production et dans son public également.

Confrontée à la multiplicité des questions qui se posent aux revues d'histoire en général, *Etudes et Sources* entend maintenir son rôle spécifique en matière de recherche, d'écriture et d'archives sur l'histoire de la Suisse contemporaine. C'est là une raison d'être qui devrait permettre de faire le choix des moyens adéquats.

22 Consulter le site Web des Archives fédérales suisses: www.admin.ch/bar